

PDG/A la suite de l'exclusion du maire de Cocobeach

Démission collective d'une dizaine d'élus locaux

Styve Claudel ONDO
MINKO

Libreville/Gabon

L'EXCLUSION du maire de Cocobeach du Parti démocratique gabonais (PDG) - une mesure ayant contraint Jean de Dieu Nguema Mba à cesser immédiatement ses fonctions - vient de connaître un nouveau rebondissement. En effet, alors qu'une note du gouvernorat de la province de l'Estuaire enjoignait l'ordre à l'intéressé de «prendre toutes dispositions utiles aux fins de confier l'intérim au 2e adjoint au maire, pour expédition des affaires courantes, en attendant renouvellement partiel du bureau du conseil... », voici que 12

conseillers (11 municipaux et 1 départemental) choisissent de claquer, à leur tour, la porte du parti au pouvoir.

Par cet acte, Alphonse Mba Obiang, André Nguema Obame, Thomas Ango Ze Ndong, Colette Meye M'Engouang, Jean-François Nkoghe Ntoutoume, Robert Ndzang Nguema, Clément Sima, Joël Ayong Obame, André Ntoutoume Bekale, Monserath Bondjet, Christophe Nguema et François Nkoghe Obiang entendent ainsi manifester leur solidarité à l'endroit de l'ancien édile, qui totalisait 19 ans à la tête de l'institution. C'est par un courrier datant du lundi 14 novembre dernier, que les démissionnaires ont motivé leur décision au secrétariat général du Parti démocratique gabonais.

Dans cette missive au ton plutôt incendiaire, les élus estiment que l'éjection du maire de Cocobeach, qu'ils considèrent comme une "décision arbitraire", est le résultat de la "dérive autoritaire et antidémocratique, qui a désormais cours au sein de ce parti".

"Nous militantes et militants des fédérations 1 et 2 du PDG du département de la Noya, signataires de la présente correspondance, exprimons ici notre totale désapprobation de cette décision. Aussi, portons-nous à votre connaissance notre démission collective du PDG à partir de ce jour", ont-ils clairement signifié à l'instance exécutive de la formation politique au pouvoir. Toutefois, il est à préciser que ce tir groupé des élus était quelque peu attendu. D'autant que la



L'Hôtel de Ville de Cocobeach, les élus du PDG ont claqué la porte, pour protester contre l'éviction du maire central, Jean De Dieu Nguema Mba.

correspondance adressée au maire Nguema Mba par la Commission permanente de discipline du PDG stigmatisait déjà «le comportement de trahison et

d'indiscipline envers le parti de sept (7) conseillers municipaux PDG (...)».

C'est dire que ces derniers étaient certainement conscients de la menace

des sanctions majeures prévues par l'article 154 des statuts du parti.

La situation actuelle de la mairie de Cocobeach devrait préoccuper au premier plan les instances supérieures du PDG et le ministère de l'Intérieur. Car le retrait des élus du parti au pouvoir confie, de facto, la gestion de l'institution aux sept (7) conseillers estampillés Rassemblement pour le Gabon (RPG), devenus majoritaires. Une formation politique qui, pour rappel, avait fait l'objet d'une exclusion de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Paul Mba Abessole ayant, quelque peu, agacé les leaders de cette famille politique par sa candidature à la dernière élection présidentielle. Affaire à suivre.